

Il lorgne sur la présidentielle libyenne

SEÏF EL-ISLAM KADHAFI, UN RETOUR ATTENDU

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7057 — MARDI 3 AOÛT 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Ghardaïa

SIT-IN POUR RÉCLAMER DE L'EAU POTABLE

Page 4

POUR FAIRE FACE À LA PÉNURIE D'OXYGÈNE

DES USINES DE FABRICATION DE CONCENTRATEURS EN ALGÉRIE



Afin d'atténuer l'énorme pression subie par le système de santé en Algérie, en raison du manque d'oxygène indispensable dans le traitement des patients atteints de Covid-19, des opérateurs économiques membres de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) vont incessamment créer des usines de fabrication de concentrateurs d'oxygène.

Page 2

VARIANT DELTA

Le protocole thérapeutique unifié

Page 3

EMIGRATION CLANDESTINE

2 217 harraga ont débarqué en juillet sur les côtes espagnoles

Page 4

RUMEURS SUR UNE ÉVENTUELLE CRISE DE LA FARINE

Le ministère du Commerce dément

Page 3

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

ASSOCIATION ECHIFAA DE MÉDÉA

Acquisition d'une centaine de concentrateurs d'oxygène

L'ASSOCIATION Echifa d'assistance aux malades de la colonne vertébrale de Médéa compte importer prochainement une centaine de concentrateurs d'oxygène, au profit des patients atteints du covid-19, en coordination avec l'Association WAFA basée en Suisse.

Selon une déclaration de président de ladite association, M.Khelil Moussaoui, l'opération va permettre de soulager la pression exercée sur la demande en oxygène, par l'importation, dans la semaine qui suit, de la quantité d'extracteurs qui lui seront fournis par l'Association WAHA.

"L'initiative a pour but l'importation d'une centaine d'extracteurs d'oxygène, une quantité commandée et qui est en voie de réception. Même les particuliers ont la possibilité d'acheter ces appareils pour un montant à la livraison en Algérie de 740 dollars, soit environ 13 millions de cts. Seule condition exigée, la remise du montant représentant le prix de l'appareil et la photocopie de la pièce d'identité".

Par ailleurs, dira M. Khelil Moussaoui, les personnes ne disposant pas de moyens financiers pourront recourir à la location d'un extracteur contre la signature d'une décharge et la remise d'une photocopie de la pièce d'identité.

Ainsi, l'Association Echifaa élargit l'éventail de ses activités à ses prestations après avoir inclus dans ses programmes la prise en charge d'autres pathologies, notamment certaines maladies incurables et le traitement du lymphodème des insuffisances veineuses et des insuffisances lymphatiques.

Le projet de création d'une fondation dénommée WAFA, regroupant les différentes associations citées a été avalisé dans le but de porter aide et assistance aux patients algériens parmi les malades présentant des pathologies lourdes ou incurables et qui sont difficiles à prendre en charge en Algérie.

L'on rappellera qu l'idée est d'arriver à s'occuper des patients atteints d'éléphantiasis, une proposition compte tenu de l'absence de chiffres concernant cette pathologie qui touche un grand nombre de malades qui continuent de souffrir en silence.

Nabil B.

POUR FAIRE FACE À LA PÉNURIE D'OXYGÈNE

Des usines de fabrication de concentrateurs en Algérie

Afin d'atténuer l'énorme pression subie par le système de santé en Algérie, en raison du manque d'oxygène indispensable dans le traitement des patients atteints de Covid-19, des opérateurs économiques membres de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) vont incessamment créer des usines de fabrication de concentrateurs d'oxygène.



Une fois concrétisées, ces usines de fabrication de concentrateurs d'oxygène réduiront le manque de ces appareils sur le marché national et participeront à la stabilisation de leur prix, qui a flambé depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus dans le pays.

Cette «bonne nouvelle», qui devrait répondre à la demande grandissante des extracteurs d'oxygène sur le marché national, a été annoncée hier par le président de la CAPC, Mohamed Sami Akli, qui a indiqué que son organisation apporte le soutien et l'accompagnement à ses membres qui sont sur le point de se lancer dans la fabrication de ces appareils en Algérie.

Pour concrétiser ces projets, une coordination est actuellement en cours avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le ministère de la Santé pour l'homologation finale et la conformité des produits aux normes en vigueur, et ce afin de les adopter définitivement et de commencer à les produire localement.

Il convient de signaler que les autorités du pays ont annoncé des facilitations administratives dans le but d'encourager les industriels à investir dans le domaine de la production paramédicale, notamment les produits utilisés dans la thérapie de la Covid-19 et la lutte contre la pandémie.

Depuis le début de la troisième vague, le nombre croissant des contaminations et la forte demande en oxygène ont engendré une pénurie de ce gaz vital et primordial pour le traitement des malades atteints de la Covid-19, surtout après la propagation du variant Delta. Subséquemment, la spéculation a été entretenue pour maintenir la pénurie d'oxygène et quadrupler les prix des concentrateurs.

La production des extracteurs d'oxygène localement doit soulager et les équipes médicales et les parents des patients en quête interminable d'oxygène car, selon les spécialistes, tous les malades hospitalisés de Covid-19 ont besoin d'oxygène.

Diverses actions de solidarité ont été organisées par la CAPC dans le cadre de la lutte contre la pandémie, mobilisant toutes les ressources financières et humaines disponibles pour apporter le soutien aux patients et aux hôpitaux en termes d'oxygène, de masques de protection et autres.

En attendant le lancement effectif de la production de ces appareils localement, la CAPC a également entamé une démarche pour l'acquisition de 5 000 concentrateurs d'oxygène.

Par ailleurs, le président de la CAPC a fait état de la préparation d'un rapport détaillé qui passe en revue les voies et moyens d'amorcer un décollage économique, ajoutant qu'il sera remis «dans les prochains jours» et présenté avec d'autres organisations patronales.

La troisième vague de la pandémie de la Covid-19 continue de susciter l'inquiétude des spécialistes de la santé, particulièrement en raison du manque criant de moyens et l'épuisement du personnel de la santé, en première ligne contre la maladie depuis plus de 18 mois.

Mohamed Mecelti

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Les grossistes tenus de déclarer les états des stocks des médicaments

LE MINISTÈRE de l'Industrie pharmaceutique a adressé lundi une note aux des établissements pharmaceutiques de distribution en gros les informant de l'obligation de déclarer "hebdomadairement" les états de stocks des utilisés dans la prise en charge de la Covid-19. Les classes de produits pharmaceutiques concernés par cette déclaration sont les héparines de bas poids moléculaires, les antibiotiques, les antalgiques (antipyrétiques) et les corticoïdes, selon la note publiée sur la page Facebook officielle du ministère. Les directeurs techniques des établissements pharmaceutiques de distribution en gros, doivent adresser cette déclaration "chaque jeudi avant 12h", selon un canevas téléchargeable sur le site web du ministère, précise la même source.

S. N.

BIOPHARM

Importation de 2 000 concentrateurs d'oxygène

LE GROUPE pharmaceutique Biopharm va importer 2000 concentrateurs d'oxygène de 10 litres, destinés à un traitement ambulatoire. Une première livraison de 500 concentrateurs aura lieu dans les heures à venir (24h) et le reste sera réparti sur une période de dix jours. Les nouveaux équipements seront disponibles au niveau des officines de pharmacie, à travers le pays, à un prix de 115 000 DA l'unité. Biopharm assure qu'il ne prélèvera aucune marge commerciale sur ces équipements. Une marge couvrant les charges du pharmacien a été toutefois fixée, en coordination avec le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO).

Dans un communiqué rendu public ce dimanche, Biopharm indique que c'est sur sollicitation du ministère de l'Industrie pharmaceutique qu'il procèdera à cette opération d'importation. Aussi, c'est une première pour le groupe d'importer ce genre d'équipement.

Par son geste, Biopharm œuvre à rendre disponibles et accessibles ces concentrateurs mais aussi à lutter contre la spéculation. A sa manière, il se joint à l'effort national en soutien aux nombreux malades infectés par le virus Delta. Une moyenne de 1500 cas de contamination et plus de 30 décès par jour, selon les chiffres officiels qui ne reflètent pas la réalité du terrain, de l'avis même des spécialistes de la santé dont des professeurs de renom.

L'élan de solidarité sans précédent né du manque d'oxygène médical suscite grande satisfaction dans tout le pays. L'adhésion est totale. Bon gré mal gré, chacun se voit amené à mettre la main à la poche, sans compter les billets ou les pièces de monnaie. Des dames ont offert leurs bijoux, des enfants leurs tirelires. Une personne âgée, d'un quartier populaire à Alger, a donné plus de 100 millions de centimes, en plus de billets d'euros et des bijoux. Le geste du patron de la laiterie Soummam, Lounis Hamitouche, a particulièrement émerveillé toute l'Algérie et la diaspora. Lui seul a payé l'achat de 18 générateurs d'oxygène.

Aux nombreux appels à la solidarité nationale, lancés sur les réseaux sociaux et autres espaces de communication, chefs d'entreprises, simples citoyens et les membres de la communauté algérienne à l'étranger n'ont pas fait la sourde oreille. Faisant le geste de manière discrète ou en s'affichant, les Algériens ont montré, encore une fois, leur générosité sans limite et surtout leur union face au mal de quelque nature qu'il soit.

Sonia Djouher

VARIANT DELTA

Le protocole thérapeutique unifié

L'Algérie va adopter un protocole thérapeutique unifié contre le coronavirus. Il est adapté au variant Delta, lequel est devenu le variant dominant. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid, soulignant sa mise en œuvre dans tous les hôpitaux du territoire national. Il a, dans la foulée, déclaré que le variant Delta nous a pris par surprise, en un laps de temps très court.



«Nous avons un protocole thérapeutique complètement modifié. Nous sommes instruits à l'effet de donner des directives à destination de l'ensemble de nos confrères dans tous les établissements de la santé afin d'adopter le même protocole thérapeutique, en sus d'autres orientations liées à l'opération de vaccination», a indiqué le ministre de la Santé, sans donner plus de détails, notamment sur le début de sa mise en œuvre.

Hier, dans sa déclaration en marge du lancement de la campagne de vaccination par le département du Tourisme, M. Benbouzid a affirmé qu'»il existait un protocole thérapeutique modifié et adapté à la situation épidémiologique actuelle, dont la mise en œuvre sera entamée dans tous les hôpitaux du territoire national».

L'instruction attendue, a-t-il précisé, «inclura la non-obligation de faire les tests PCR avant la vaccination car n'étant pas nécessaire», signalant le fait que cette procédure obligatoire est en vigueur dans certaines wilayas.

«L'OXYGÈNE DISPONIBLE»

Concernant la pénurie d'oxygène qui a créé la polémique ces derniers jours, le ministre a tenu à apporter des précisions. Selon lui, il n'y avait pas de pénurie mais une forte demande de cette matière vitale, précisant que «l'oxygène n'est pas la seule solution de guérison».

Il affirmé que les indicateurs de dimanche dernier indiquaient une baisse de la demande sur cette matière vitale et a précisé que «de nombreux cas infectés par le variant Delta arrivent aux hôpitaux dans un état avancé dans lequel leur corps ne peut recevoir d'oxygène même si des appareils respiratoires sont placés pour eux».

Cela, a-t-il souligné, en raison du dommage causé aux poumons, ce qui amène, selon lui, les autorités sanitaires à fournir cette matière au profit des cas guérissables. Il a estimé que les décès enregistrés actuellement sont causés par l'agressivité du virus et non par le manque d'oxygène. Le ministre de la Santé est, par ailleurs, revenu sur l'importance du respect des mesures préventives et sur la vaccination.

Il a, de ce fait, rassuré les citoyens quant à la disponibilité, en quantités suffisantes, des doses de vaccin contre le coronavirus.

Le ministre a fait savoir qu'il a été procédé à la mise à disposition, au cours du mois d'août, de «plus de 8 millions de doses du vaccin chinois (SINOVAC) et un million de doses du vaccin anglo-suédois (AstraZeneca), le but étant la vaccination du plus grand nombre possible de citoyens, notamment dans les régions et villages enclavés et isolés, selon les précisions du ministre.

PAS DE CONGÉ POUR LE PERSONNEL DE LA SANTÉ

En première ligne dans la lutte contre le coronavirus depuis plus d'une année, le personnel soignant résistera encore. M. Benbouzid a affirmé que les établissements de santé ainsi que les laboratoires (privés ou publics) n'auront pas de congé suite au pic des contaminations au coronavirus enregistré depuis quelques semaines.

«Les établissements de santé, publics et privés, n'auront pas de congé et ils sont tenus de reporter les dates de congé jusqu'à la stabilisation de la situation épidémiologique», a-t-il fait savoir.

Lilia Aït Akli

RUMEURS SUR UNE ÉVENTUELLE CRISE DE LA FARINE

Le ministère du Commerce dément

LE MINISTÈRE du Commerce a réagi aux «rumeurs» ayant circulé, ces derniers jours, sur une éventuelle crise de la farine, pointant du doigt les pratiques spéculatives de certains professionnels du domaine.

Même s'il n'y a pas de crise à proprement dit, on évoque tout de même le problème. En réaction à ce qu' a été qualifié de «rumeurs», le directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés du ministère du Commerce, Sami Kolli, a tenu à rassurer les citoyens sur la disponibilité de la farine sur le marché en «quantités suffisantes», réfutant les informations circulant sur les réseaux sociaux concernant une pénurie de ces produits.

Le responsable a tenu, en effet, à démentir «les fausses informations» qui font état d'une pénurie de la farine sur le marché, précisant que «toutes les denrées alimentaires sont disponibles et font l'objet d'un suivi sur le terrain par les ministères du Commerce et de l'Agriculture, notamment au vu de la situation sanitaire actuelle». Il a tenu à rappeler que le ministère du Commerce travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture, qui est chargé de l'approvisionnement des minoteries et des semouleries en matière première à travers l'OAIC. Le responsable de la régulation des prix n'a pas hésité à pointer du doigt «les parties malveillantes» qui cherchent à «relayer les informations infondées sur la pénurie de farine sur le marché à des fins bien précises». Il a mis en garde contre la spéculation constatée chez certains boulangers.

Ces derniers, a-t-il dit, refusent de travailler avec la facturation et de s'approvisionner en farine auprès des minotiers, recourant aux grossistes avec des prix exorbitants. «Ces lacunes sont constatées par les ministères du Commerce et de l'Agriculture qui ont constaté que les boulangers refusent d'acquérir les sacs de 50 kg de farine», a-t-il expliqué. Chose qu'il a qualifiée de «nouveau phénomène qui favorise le transfert de cette matière à la production d'autres produits outre que le pain, et donc la spéculation». Pour leur part, les représentants des boulangers affirment que les propriétaires de boulangeries se plaignent, à travers le territoire national, d'une mauvaise alimentation du blé tendre, ce qui les oblige à l'achat en deuxième et troisième main et à des prix autres que ceux fixés par l'Etat. Ce produit, assuré par une centaine de minoteries à travers le territoire national, fait objet de spéculation si l'on se fie aux déclarations des représentants des boulangers.

C'est ce qui a provoqué cette réduction plutôt qu'une pénurie, explique-t-on. Le représentant du ministère du Commerce a, dans ce sens, souligné que les 432 moulins à travers le territoire national sont «actuellement en production sans interruption», car il leur est interdit de faire d'arrêts techniques, et ce en prévision de toute urgence. Selon lui, ces minoteries bénéficient d'importantes quantités de blé tendre, estimées à 317 000 quintaux, destinées à produire 24 000 quintaux de farine, ce qui est «une quantité qui nous suffit et même à nos voisins». «Sur cette quantité, 5 100 quintaux sont dirigés en permanence vers les boulangeries», a-t-il tenu à préciser.

Lynda Louifi



DIPLOMATIE

Les questions arabes et africaines au centre de la tournée de Lamamra

LE MINISTRE des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a indiqué que sa tournée diplomatique dans nombre d'états africains et arabes visait à mener des concertations sur les questions et préoccupations arabes et africaines et la préparation d'importantes échéances, notamment le prochain sommet arabe prévu à Alger.

Le chef de la diplomatie algérienne a été reçu dimanche par le Président tunisien Kaïs Saied, à qui il a transmis un message verbal de son frère le Président Abdelmadjid Tebboune.

Au terme de sa visite en Tunisie, le ministre des Affaires étrangères a déclaré: «J'ai eu l'honneur d'être reçu par le Président de la République tunisienne. A la demande du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune j'ai entamé à partir de Tunis une tournée dans nombre d'états africains et arabes pour mener des concertations sur les questions et préoccupations arabes et africaines et préparer d'importantes échéances, à savoir la tenue du prochain Sommet arabe à Alger.

Vous le savez, la Tunisie préside le Sommet et nous devons coordonner pour la réussite de cet évènement».

«L'Algérie et la Tunisie ont des préoccupations communes ayant trait à la relance de la coopération, la consécration de la complémentarité entre les groupes, arabes et africain, et un attachement à ce que la solidarité entre les peuples arabes et africains soit le seul principe qui préside aux relations entre les deux groupes», a-t-il ajouté.

«J'ai été ravi de présenter un rapport préliminaire au président de la République tunisienne sur cette mission. J'assurerai le suivi avec mon confrère le ministre tunisien des Affaires étrangères pour s'acquitter pleinement de nos missions dans l'intérêt de nos deux peuples et celui des peuples arabes et africains», a souligné M. Lamamra.

Et de poursuivre: «J'ai été chargé par le président tunisien de transmettre un message à son frère le Président Abdelmadjid Tebboune. J'ai été honoré des rencontres avec Monsieur le Président et avec mon amis et camarade. D'autres rencontres devront intervenir pour la tenue des réunions des commissions mixtes afin de propulser la coopération et œuvrer à la complémentarité économique entre les deux pays».

Mardi, le chef de la diplomatie algérienne a été reçu par le président Kais Saied lors d'une première audience qui a donné lieu à un échange de vues sur l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement ainsi que sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation au sein de la région du Maghreb, l'espace Sahelo-saharien, ainsi qu'au sein du monde arabe».

S.O.B.



RENTRÉE SCOLAIRE

Appel à garantir un encadrement pédagogique dans les établissements

LE MINISTRE de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a mis l'accent, dimanche, sur la nécessité de garantir un encadrement pédagogique à tous les groupes éducatifs au niveau de tous les établissements à travers le pays, en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Présidant une réunion de coordination avec les cadres centraux de son secteur pour faire le point sur la préparation de la rentrée scolaire 2021-2022, M. Belabed a évoqué les mesures prioritaires pour cette rentrée, notamment «la garantie d'un encadrement pédagogique de tous les groupes éducatifs au niveau de tous les établissements à travers le pays».
Lors de cette réunion, le ministre a insisté sur plusieurs points relatifs aux préparatifs prévus en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse notre pays, particulièrement les mesures préventives visant à réduire la propagation du coronavirus (Covid-19). Il a dans ce sens souligné «la nécessité» d'entamer l'opération de désinfection et de nettoyage des établissements éducatifs, notamment les classes, les couloirs, les structures de santé, les sanitaires et autres avant la prochaine rentrée scolaire.
A cette occasion, le ministre de l'Education nationale a donné des instructions à l'effet de procéder à l'aménagement des établissements éducatifs durant les vacances d'été, de fournir le livre scolaire et d'assurer les différentes opérations de solidarité dont l'attribution de l'allocation spéciale de scolarité estimée à 5.000 DA, ainsi que la restauration et le transport scolaires.
Insistant sur la nécessité de parachever les opérations de paiement des primes et indemnités, le ministre a saisi l'occasion pour exhorter les cadres de son département ministériel à «accélérer» la cadence de l'opération de vaccination des personnels de l'administration centrale et des directions de l'Education de wilaya, avant d'entamer la vaccination des corps enseignant et administratif et de tous les personnels du secteur avant la prochaine rentrée scolaire.
M. Belabed a enfin rappelé l'impérative mobilisation de tout un chacun et de tous les acteurs en vue d'assurer la réussite de la prochaine année scolaire.

S. N.

Félicitations

Toutes nos félicitations
à nos très chers
TAKI AMINE
et AYAD MERWANE
pour l'obtention de leur baccalauréat avec mention.
Toute la famille les félicitent et leur souhaite d'autres succès à l'avenir.
Bravo encore !

GHARDAÏA

Sit-in devant la wilaya pour réclamer de l'eau potable

L'approvisionnement en eau potable est une priorité du gouvernement algérien. Ce secteur vital représente une priorité nationale et occupe une place de premier ordre dans le cadre stratégique de la lutte contre la sécheresse et la pauvreté.



Mais qu'en est-il sur le terrain ? En plein période estivale, synonyme de grandes chaleurs, la distribution d'eau potable à Ghardaïa connaît une forte perturbation dans plusieurs quartiers de la ville. Les habitants des quartiers touchés par la pénurie d'eau ont organisé, hier, un sit-in devant le siège de la wilaya pour réclamer ce précieux liquide.
«Nous habitons le quartier de Touzouz. Dans ce quartier, manifestement marginalisé, les autorités locales ne s'y rendent presque jamais. Nous vivons depuis une vingtaine d'années une forte perturbation en eau potable sans que les autorités locales n'aient fait quoi que ce soit», lance un groupe de jeunes protestataires, scandant : «Nous demandons de l'eau potable avant l'oxygène.»
«Nous habitons au sommet de la ville, au pied du haut minaret. Cela fait des semaines entières que nous vivons une énorme perturbation en matière d'eau potable. L'eau ne coule dans nos robinets que par intermittence. Curieusement, l'eau est distribuée à faible pression dans les robinets. Parfois, nos robinets sont quasiment secs. Que se passe-t-il ?», déplore Si Brahim Itbirene, président de l'Association du quartier Bayoub-Amimoun. Il met en cause la mauvaise gestion des agents du vannage. Si Aissa, un septuagénaire, se joint à la discussion et affirme que «depuis une décennie déjà, nous vivons le calvaire d'une distribution aléatoire, voire au compte-goutte, de l'au potable», ajoutant que les habitants «sont lassés de cette situation qui perturbe leur quotidien, particulièrement durant l'été».
Pourtant, l'approvisionnement en eau potable est un programme phare du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). L'une des priorités dans le domaine de l'hydraulique rurale et paysanne vise à permettre à tous les citoyens algériens l'accès direct et permanent à l'eau potable. Cela doit passer par une maîtrise de l'eau et une distribution suffisante, équitable et rationnelle des ressources nationales. Il s'agit aussi de responsabiliser les populations à l'égard de leur approvisionnement en eau, utiliser les potentialités techniques locales et éviter toutes formes de gaspillage de ce précieux liquide.
Cependant, devant le siège de la wilaya, les citoyens protestataires du quartier de Touzouz, trop agacés par cette regrettable situation, semblent en avoir marre et menacent de reprendre d'autres sit-in tant que leur problème d'approvisionnement en eau potable n'est pas résolu. Ces derniers, lors du sit-in de dimanche, ont aussi, et surtout, évoqué énergiquement bon nombre de problèmes, entres autres le bitumage des routes, l'éclairage public et l'ouverture d'un dispensaire dans leur quartier.
Ainsi, il est vrai que dans le quartier Touzouz, situé à l'ouest du chef-lieu, la vie semble s'être arrêtée. Interrogé par le Jeune Indépendant, Hammou Bahaddi, président de l'Association du quartier Touzouz, nous répond : «Dans notre quartier, on ne jouit pas de toutes les commodités pour une vie normale et on ne bénéficie pas d'eau du robinet comme des abonnés «normaux». Il faut nous contenter du strict minimum qui nous est distribué au compte-goutte. Souvent, c'est un petit filet d'eau qui coule de nos robinets un jour sur deux, entre 8 à 18 heures de la journée». Il a ajouté : «Depuis des années, notre quartier fait face à de multiples problèmes, dont l'éternel manque d'eau en quantité suffisante, particulièrement durant la période d'été. Nos citoyens endurent un vrai cauchemar et ne trouvent pas d'explication à cela, sauf que la direction de l'hydraulique est plus que jamais sollicitée pour la réalisation d'un nouveau forage dans notre quartier».
En effet, c'est une équation complexe que les autorités locales doivent désormais résoudre en prenant la nécessité d'une viabilisation plus complète de ce quartier, démesurément oublié.
Ses habitants, touchés par cette déficience, espèrent la concrétisation urgente des mesures prises par la commission de wilaya, qui s'est enfin dépêchée, lundi matin, sur le terrain de Touzouz, afin que le spectre de la soif soit enfin éradiqué dans ce pauvre quartier.

Aissa Hadj Daoud

EMIGRATION CLANDESTINE

2 217 harraga ont débarqué en juillet sur les côtes espagnoles

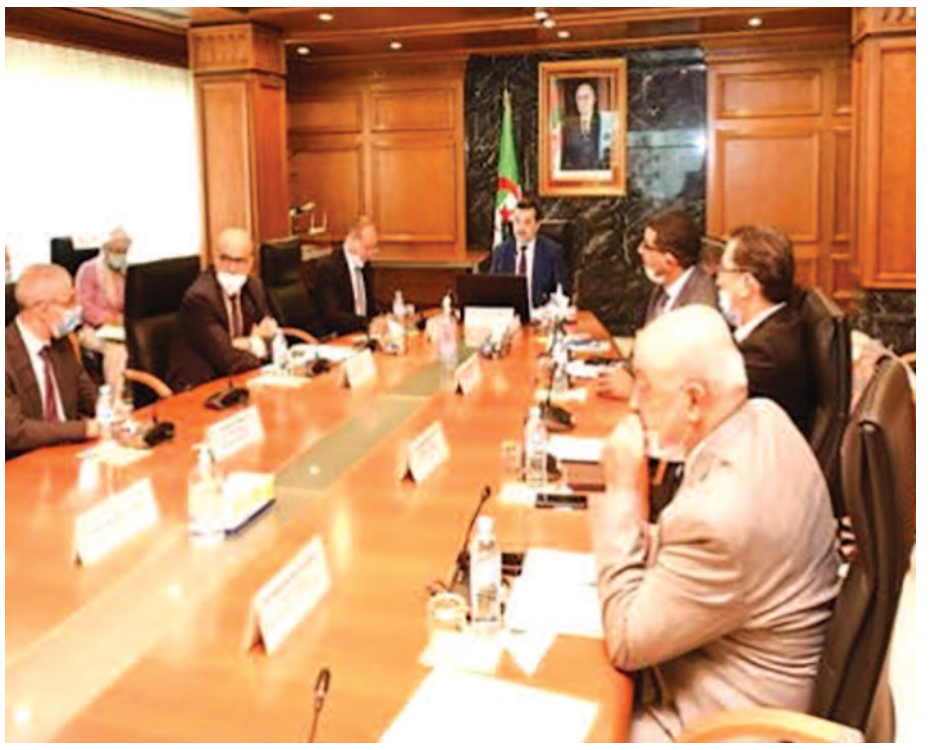
QUARANT-CINQ harraga ont été interceptés au large de Ras El-Hamra, lundi à 1h30, par les gardes-côtes de la façade est maritime. Ces candidats à l'émigration clandestine, âgés entre 20 et 35 ans, sont originaires d'El-Tarf, de Guelma, de Sétif et d'Annaba. Ils avaient embarqué à la faveur de la nuit à partir de la plage de Sidi Salem, actuellement interdite à la baignade.
Selon des sources sécuritaires citant d'autres sources italiennes, un groupe de plus de 60 harraga algériens est arrivé à Lampedusa, vendredi dernier, à bord de quatre embarcations artisanales. Ce groupe serait encore, selon nos sources, entre les mains des services de sécurité italienne. Pour rappel, plus de 150 harraga ont tenté la traversée clandestine à la veille de l'Aïd-el-Adha, croyant probablement que la surveillance maritime serait relâchée. 108 harraga ont été interceptés, les autres ont réussi à prendre la fuite à bord de leurs embarcations.
Par ailleurs, 2 217 harraga algériens ont débarqué sur les côtes espagnoles durant le mois de juillet dernier. Selon Francisco Jose Clémente, membre du Centre international d'identification des migrants disparus (Cipimd) et membre de l'ONG Heroes Del Mar, 2 217 harraga algériens ont débarqué sur les côtes espagnoles entre le 1er et le 31 juillet 2021. Francisco Jose Clémente précise que sur 2 217 personnes, 1 417 ont été interceptés par les gardes-côtes espagnoles.
Les 800 autres ont réussi à entrer en Espagne sans être interceptés. Selon la même source, depuis le 1er juillet dernier, 120 embarcations maritimes sont arrivées clandestinement en Espagne, dont 80 à Almeria et 17 aux Baléares. Le membre de l'ONG signale un nombre élevé de femmes et d'enfants parmi les migrants clandestins algériens. Il signale également que depuis le début de l'année 2021, 400 embarcations sont arrivées à Almeria.
Selon un rapport de la Commission européenne publié en 2020, les harraga algériens n'empruntent plus la route marocaine pour atteindre l'Espagne. Toutes les traversées sont effectuées à partir des côtes algériennes. La majorité des migrants interceptés sont interrogés avant d'être soignés et placés dans des centres de rétention pour étrangers. Après 48 ou 72 h, ils sont relâchés avec décision d'expulsion. Selon des médias espagnols, 90% des décisions d'expulsion ne sont jamais appliquées.
En 2020, l'Espagne a été la première destination des harraga algériens avec 11 200 migrants algériens sur les 41 000 personnes enregistrées. Les autorités espagnoles craignent un afflux massif de migrants algériens pour 2021. Sur ce point, d'importants accords existent entre les deux pays pour empêcher l'émigration clandestine, mais pour surveiller l'immense étendue bleu de la mer Méditerranée, les choses ne sont pas aussi simples.

Nabil Chaoui

MINES

RÉUNION INTERSECTORIELLE SUR GARA DJEBILET ET LE PHOSPHATE

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a présidé lundi une réunion de coordination avec les départements concernés par le projet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf) et celui de la transformation du phosphate à l'est du pays, indique un communiqué du ministère.



Ont assisté à la réunion, les ministres des Travaux publics, des Transports, des Ressources halieutiques et de la Transition énergétique, respectivement MMS. Kamel Nasri, Aïssa Bekaï, Karim Hasni et Benatou Ziane, en présence du SG du ministère des Finances, Brahim Djamel Kassali et de cadres des différents secteurs.

Cette réunion se veut une concrétisation de la feuille de route tracée dans le cadre de la stratégie nationale de développement et de valorisation des ressources minières et en application du programme national des grands projets structurels visant la relance du secteur minier, en exécution des instructions du président de la République, note la même source.

L'accent a été mis, lors de la rencontre, sur deux projets phares, en l'occurrence celui de valorisation de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf), ou encore le projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate à Tébessa, Souk Ahras, Annaba et Skikda.

A cette occasion, M. Arkab a présenté un exposé détaillé sur les deux projets afin de mettre en place un plan national multisectoriel visant à parvenir à une «meilleure coordination» entre l'ensemble des acteurs afin d'œuvrer à la création de nouveaux projets et de construire les infrastructures ayant relation aux deux projets à l'instar de la fourniture de l'énergie, du réseau routier, des voies ferrées, des ressources en eau, l'approvisionnement financier et de toutes les structures nécessaires pour garantir le succès de ces projets importants à travers l'implication d'un grand nombre d'entreprises nationales relevant des différents secteurs ministériels en partenariat avec des entreprises étrangères également.

En juin dernier, des commissions interministérielles ont été mises en place sous les auspices du ministre de l'Energie et des Mines, dont la première a été consacrée à un projet d'exploitation de fer à Gara Djebilet (Tindouf), et la deuxième au projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate à l'est du pays, a rappelé le communiqué.

Lors de cette rencontre, les ministres ont souligné, à l'unanimité, l'importance et l'impérative mise en œuvre de ces projets stratégiques compte tenu de «leurs retombées positives sur le pays et le citoyens en particulier en ce qui concerne la fourniture des besoins nationaux en matières premières nécessaires dans les différentes activités industrielles, notamment les industries de transformation, la réduction de la facture d'importation de ces matières, la diversification de l'économie nationale hors hydrocarbures, la création de postes d'emplois particulièrement dans les zones d'ombre et enclavées et la promotion de l'investissement», ajoute-t-on de même source.

Les ministres ont affirmé, en outre, «la disposition de leurs départements ministériels à accompagner le secteur de l'Energie et des Mines afin de réaliser ces projets sur le terrain», a conclu la source.

M. B.

Publicité

Le Jeune Indépendant **du 0/08/2021 / ANEP 2116013658**



SAHARA OCCIDENTAL

L'ISACOM plaide pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

L'instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM) a plaidé pour le droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination, à l'indépendance et à la liberté, appelant l'ONU à exercer des pressions sur le Maroc pour l'amener à cesser ses violations des droits des civils sahraouis.

L'instance a relevé, dans son deuxième rapport périodique sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara Occidental, pour la période allant du 11 décembre 2020 au 30 juin 2021, les violations des droits civiques et politiques à l'image des procès politiques et des arrestations arbitraires, le recours à la force pour la répression des manifestations pacifiques, la torture et les maltraitances à l'encontre des militants des droits de l'Homme.

L'ISACOM a rappelé, dans son rapport, les violations des droits économiques et sociaux du peuple sahraoui tels que les droits à l'autodétermination, à la libre disposition de ses ressources naturelles, à la souveraineté sur ses richesses, au travail, à l'éducation et à la participation à la vie culturelle.

Dans ce cadre, l'ISACOM a plaidé pour les droits inaliénables et imprescriptibles du peuple sahraoui à l'autodétermination, à l'indépendance et à la liberté, car étant consacrés par le droit international, ajoutant que c'est la seule issue à même d'aboutir à la décolonisation du Sahara Occidental, conformément aux résolutions onusiennes pertinentes.

L'instance a réaffirmé son soutien à l'appel adressé par la rapporteuse onusienne spéciale concernant la protection des défenseurs des droits de l'Homme, un appel appuyé par un groupe de rapporteurs spéciaux, qui insiste sur « la nécessité de mettre un terme au ciblage systématique dirigé contre les défenseurs sahraouis des droits de l'homme et les journalistes par les appareils du Makhzen et de mettre un terme aux restrictions imposées à leurs droits d'association et de manifestation et aux libertés d'expression et de déplacement ».

L'instance a appelé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à «assumer ses responsabilités en ce qui a trait à la protection des civils sahraouis contre la répression et les représailles marocaines, notamment après la violation par le Maroc de l'Accord de cessez-le-feu, le 13 novembre passé, et le retour de la guerre dans la région».



La même instance a demandé aux Nations unies, par le biais du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), de « créer une commission d'enquête sur l'affaire des fosses communes dans lesquelles des sahraouis ont été ensevelis vivants à la fin de 1975 et en 1976 par les forces de l'armée marocaine ».

L'instance a également appelé à «libérer tous les détenus politiques sahraouis, à mettre un terme à leur ciblage odieux par l'administration pénitentiaire et à sauver la vie des malades parmi eux, les grévistes de la faim et les victimes d'autres multiples harcèlements ».

Elle a également mis en avant la nécessité de « protéger les richesses du peuple sahraoui et d'arrêter leur pillage systématique ».

"Tous les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels au Sahara occidental sont systématiquement violés par le régime d'occupation marocain, notamment sa violation flagrante du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance", a indiqué le rapport.

Aussi, Toutes les associations, organisations et instances sahraouies de défense des droits de l'homme et des droits économiques et sociaux, notamment le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, "font toujours l'objet d'une répression systématique par le régime du Makhzen, en violation criante des libertés de réunion, de manifestation et d'organisation".

Le régime d'occupation marocain poursuit, en connivence avec des entreprises et des pays étrangers, "le pillage des ressources du Sahara occidental, sans que son peuple ne puisse bénéficier des activités économiques et des investissements illégaux qui profitent principalement aux colons marocains, aux sociétés et aux capitaux marocains et étrangers", ajoute la même source.

Depuis l'invasion du Sahara occidental, le Maroc utilise les méthodes de répression les plus abjectes à l'encontre de civils sahraouis sans défense, en les jetant dans des fosses communes, ce qui est "considéré comme la forme la plus inhumaine de châtiment collectif, classée crimes contre l'humanité et crimes de guerre imprescriptibles, en attendant l'ouverture d'enquêtes pénales et l'application de la loi", a conclu le rapport.

R. I.

LE MINISTRE SAHRAOUI DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DOCUMENTATION, INHUMÉ À SMARA

LE MINISTRE sahraoui de la sécurité et de la documentation, Abdellah Lahbib, décédé dimanche des suites d'une infection au Covid-19, a été inhumé lundi dans le cimetière de Smara (Camps de réfugiés), a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

La cérémonie de recueillement a été marquée par la présence du Premier ministre sahraoui, Bouchraya Hamoudi Beyoun, du responsable du secrétariat du Front Polisario, Khatri Adouh, des membres du Secrétariat national du Front Polisario et du gouvernement sahraoui ainsi que des délégations étrangères, selon la même source. La présidence de la République sahraouie a décrété dimanche un deuil national d'une semaine. Le défunt a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de l'Etat sahraoui et du Front Polisario. Il a notamment occupé le poste de ministre de la défense sahraouie, puis commandant de plusieurs régions militaires dont la septième et la deuxième et enfin ministre de la Sécurité et la documentation, un poste qu'il a occupé jusqu'à son décès.

Malgré son long combat avec la maladie, feu Abdallah Lahbib a continué à exercer ses missions avec abnégation jusqu'au dernier souffle, rappelle SPS.

R. I.

INONDATION EN CHINE CENTRALE

Le bilan triple à plus de 300 morts

LA CHINE a annoncé lundi un bilan bien plus lourd des inondations de fin juillet dans le centre du pays, évoquant désormais 302 morts et 50 disparus lorsque l'équivalent d'une année de pluie est tombé en trois jours.

Il s'agit du pire bilan d'inondations dans le pays asiatique depuis un glissement de terrain dans la localité de Zhouqu, dans la province du Gansu (nord-ouest), qui avait fait plus de 1.800 morts et disparus en août 2010.

Près de deux semaines après le déluge qui s'est abattu sur la province du Henan, les autorités locales ont fait état de 302 morts, alors que le précédent bilan communiqué jeudi dernier évoquait 99 décès.

Le 20 juillet, les précipitations qui avaient frappé la métropole de Zhengzhou, la capitale de cette province très peuplée, avaient englouti une rame de métro, tuant 14 personnes parmi les quelque 500 passagers pris au piège à l'heure de pointe.

Devant la presse, la maire de Zhengzhou, Hou Hong, a précisé lundi que 39 personnes avaient perdu la vie dans des parcs de stationnement en sous-sol et six dans un tunnel, sans préciser lequel.

Des dizaines de voitures avaient été emportées dans un tunnel routier, produisant un spectaculaire amoncellement d'automobiles à une des sorties. Le bilan exact des victimes dans ce secteur n'a pas été précisé.

En trois jours était tombé l'équivalent de près d'une année de précipitations à Zhengzhou, du jamais vu en six décennies de relevés météorologiques, et de quoi alimenter l'inquiétude sur l'impact du changement climatique.

Hou Hong a évalué les dégâts dans sa ville à la somme colossale de 53,2 milliards de yuans (près de 7 milliards d'euros). Zhengzhou déplore au moins 292 morts à elle-seule.

Les autorités locales ont été critiquées pour n'avoir pas ordonné la fermeture des transports publics en dépit des alertes météo. La femme d'une des victimes a d'ailleurs engagé des poursuites contre l'opérateur du métro pour négligence, a indiqué la semaine dernière le média local Jimu News. Les autorités ont tenté maladroitement d'enrayer toute polémique.

La semaine dernière, devant les marches de la station de métro Shakoulu, particulièrement meurtrie, de nombreux habitants sont venus s'incliner, déposer des bouquets de fleurs ou des messages manuscrits en mémoire des victimes. Mais signe de la sensibilité de l'hommage, des murs mobiles en plastique jaune avaient ensuite été installés autour de cette zone, provoquant un certain émoi sur les réseaux sociaux. Ils avaient ensuite été retirés.

Couvrant les intempéries, plusieurs reporters étrangers ont par ailleurs été pris à partie par certains habitants suspicieux voire hostiles, qui ont accusé les journalistes de vouloir présenter la Chine sous un mauvais jour. Une équipe de l'AFP a été entourée par une vingtaine de personnes, certaines exigeant de supprimer des prises de vues.

Interrogé jeudi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a justifié indirectement ces comportements, qu'il a mis sur le compte de « l'indignation du peuple chinois » envers les « fausses informations » que diffuseraient régulièrement « certains médias occidentaux » à propos du pays.

R. I.

LIGUE 1 : USMA - JSK

Duel indécis pour s'approcher du podium

L'USM Alger et la JS Kabylie s'affronteront mardi au stade Omar-Hamadi d'Alger (21h00) dans un match indécis, avec l'objectif commun de s'approcher du podium, à l'occasion de la mise à jour de la 26e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Toutes deux battues lors de leurs derniers matchs respectifs, l'USMA (4e, 56 pts) et la JSK (7e, 52 pts) tenteront de se racheter, à l'occasion de ce 79e face-à-face en championnat entre deux équipes qui aspirent à terminer la saison à une place dans le haut de tableau.
L'USMA, dont la série d'invincibilité de sept matchs à pris fin sur le terrain du NC Magra (2-1), devra impérativement relever la tête pour éviter une deuxième déconvenue de suite.
Le club phare de Soustara devra faire face à une équipe de la JSK qui s'est inclinée vendredi sur le terrain du leader, le CR Belouizdad (2-1).
Troisième meilleure équipe du championnat à l'extérieur (24 points récoltés sur 45 possibles, ndlr), la JSK n'est pas en reste, puisqu'elle vise également à rejoindre le podium.
Les "Canaris", qui se consacrent désormais au championnat après la fin de leur aventure en Coupe de la Confédération, devront sortir le grand jeu face à une équipe usmiste dont les statistiques à domicile plaident en sa faveur.
Dans l'histoire des confrontations entre les deux équipes, l'USM Alger reste sur deux victoires de suite face à la JSK : 1-0 à Alger (2019-2020) et 2-1 à Tizi-Ouzou (2020-2021). La JSK, elle, compte deux victoires d'avance sur l'USMA dans l'historique de leurs rencontres en championnat (27 contre 25), alors que 26 matchs se sont soldés sur un score de parité.
Outre le rendez-vous face aux "Rouge et Noir", la JSK jouera deux autres matchs en retard : vendredi à domicile face au WA Tlemcen (21h00) et en déplacement devant la lanterne rouge, la JSM Skikda, à une date qui reste à désigner.
Mardi : USM Alger - JS Kabylie (21h00)



Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	69	34
2). ES Sétif	62	34
3). JS Saoura	62	34
4). USM Alger	56	33
5). MC Oran	54	34
6). MC Alger	53	34
7). JS Kabylie	52	31
8). CS Constantine	51	34
9). Paradou AC	50	34
10). O. Médéa	48	34
11). RC Relizane	42	34
12). US Biskra	40	34
13). NC Magra	40	34
14). AS Aïn M'lila	40	34
15). WA Tlemcen	39	33
16). ASO Chlef	38	34
17). NA Hussein-Dey	37	34
18). USM Bel-Abbès	33	34
19). CABB Arréridj	21	34
20). JSM Skikda	17	33.

REAL MADRID

Carlo Ancelotti place Eden Hazard sur la liste des transferts !

L'ENTRAÎNEUR du Real Madrid souhaite avoir un effectif plutôt court, et est prêt à se séparer de plusieurs membres de l'effectif. Dont le Belge. Le feuilleton Mbappé est (re)lancé. Ces derniers jours, un énorme regain d'optimisme a envahi la presse espagnole, qui estime que la possibilité de voir le prodige bondynois évoluer un week-end sur deux sur la pelouse du Bernabéu dès la fin août est réelle. Même si l'opération s'annonce très (très) compliquée, à cause du Paris Saint-Germain logiquement, les Madrilènes y croient et surtout, seraient en mesure de mettre l'argent sur la table.
Et de toute manière, pour Pérez, c'est très clair : cet été, c'est Kylian Mbappé ou rien. Aucun plan B ne sera recruté en cas d'échec et les Merengues attendront 2022. Aucun joueur ne sera recruté à un autre poste d'ici la fin du marché. En revanche, ça va quand même bouger dans le sens des départs, où le club de la capitale espagnole poursuit, peu à peu, son dégraissage.
Comme l'explique ABC, Carlo Ancelotti souhaite un effectif de 23 joueurs maximum. Le journal rappelle que plusieurs joueurs sont en vente, et leurs noms ne surprendront personne : Luka Jovic, Jesus Vallejo, Dani Ceballos, Alvaro Odriozola, Martin Ødegaard qui souhaite visiblement plier bagage, ou encore Gareth Bale. En revanche, on ne s'attendait pas à voir Eden Hazard inclus dans cette vague de joueurs placés sur la liste des transferts. La star belge n'a clairement pas convaincu depuis son arrivée il y a deux ans, et visiblement, les dirigeants merengues en ont eu assez.
Sans parler de son salaire colossal qui, une fois pris en charge par un autre club, permettrait au Real Madrid de respirer un peu plus. Le média rajoute qu'en cas d'offre de transfert ou de prêt, elle serait acceptée par le Real Madrid. Pour l'instant, le Diable Rouge n'a pas manifesté de velléité de départ. « Je ne me vois pas ailleurs qu'au Real Madrid. Je n'ai pas encore pu montrer ce que je vaux, mais je sais que je peux évidemment mieux faire quand je suis en forme. J'ai encore trois ans de contrat et je compte bien poursuivre l'aventure... », confiait-il même fin mai. Mais qui sait, la donne pourrait changer et ce mois d'août va être long, très long... **R. S.**

LIGA

Le FC Barcelone commence à en avoir marre d'Ilaix Moriba

LE FC BARCELONE ne s'entend toujours pas avec l'entourage du milieu de terrain et lui a posé un ultimatum. En marge du dossier Messi, qui attire logiquement l'attention des fans et des médias barcelonais, il y a un autre cas épineux à régler. Et celui-ci risque d'avoir un dénouement bien moins positif que celui de la star argentine... Voici plusieurs semaines déjà que le FC Barcelone tente de trouver un accord avec Ilaix Moriba, son milieu de terrain de 18 ans, qu'on a pu voir à plusieurs reprises avec l'équipe première la saison dernière. Comme l'indique Mundo Deportivo, les dirigeants blaugranas commencent même à perdre patience. Et pour cause, Joan Laporta et ses hommes continuent de se heurter à un mur. Mercredi dernier, une dernière offre a été faite... et il n'y a eu aucune réponse. Le joueur, qui était déjà le joueur le mieux payé de l'histoire de La Masia avec un salaire d'un million net, a des exigences salariales sur lesquelles les dirigeants ne veulent pas s'aligner, surtout à l'heure où des sacrifices et des efforts sont demandés aux cadres de l'équipe première.
Le journal explique que l'état-major catalan a fixé un ultimatum dans ce dossier. S'il n'y a pas d'issue positive d'ici dimanche prochain, il laissera tomber et Moriba sera vendu. Les dirigeants estiment faire le nécessaire et être à l'écoute, mais estiment que dans le camp d'en face, ce n'est clairement pas le cas. Ils ont même peur que Rogon, l'agence du joueur, profite de cette situation pour gagner du temps et trouver un club au jeune espagnol. Aucune offre n'est encore arrivée sur la table de Joan Laporta et de Mateu Alemany, mais le pur produit de la formation blaugrana a une belle cote en Premier League notamment
L'offre du Barça était initialement de cinq ans, avant d'être baissée à trois ans comme le demandait le clan du joueur, pour que ce dernier puisse renégocier un salaire à ses 21 ans. Mais ce n'est visiblement pas suffisant. Un cas qui témoigne des difficultés financières barcelonaises, mais surtout de la nouvelle politique menée par Joan Laporta qui se base sur la prudence et un contrôle très strict de la masse salariale. La direction actuelle ne veut pas faire exploser la grille des émoluments et se retrouver potentiellement avec d'autres joueurs qui vont venir toquer à la porte en cas d'augmentation flagrante d'un coéquipier, ou voir des indésirables de l'effectif avec des salaires conséquents comme Samuel Umtiti ou Sergi Roberto. Pour Ilaix, on sera donc rapidement fixé.

TOKYO 2020 - GYMNASTIQUE

SIMONE BILES DE RETOUR, ALIGNÉE SUR LA FINALE DE LA POUTRE

Simone Biles, qui n'avait pas pris part à quatre finales, est inscrite pour celle de la poutre mardi, selon la liste des engagées publiée lundi. La star de la gymnastique va tenter de décrocher une médaille individuelle, et de chasser les "démons" qui ont pollué son Olympiade.

C'est une petite surprise qui ravira tous les amoureux de sport. L'Américaine Simone Biles sera bien présente ce mardi pour la finale de la poutre. Inscrite sur la liste des participantes, la fédération US de gymnastique a confirmé l'information ce lundi sur ses réseaux sociaux. "Nous sommes très heureux de confirmer que vous verrez deux gymnastes américaines en finale de la poutre demain - Suni Lee ET Simone Biles !! Hâte de vous suivre toutes les deux !", a écrit USA Gymnastics sur son compte Twitter.
Une semaine après son retrait en pleine finale du concours général par équipes, la superstar américaine tentera à la poutre d'ouvrir son compteur individuel de médaille à Tokyo après ses quatre titres il y a cinq ans à Rio et l'argent empoché par équipes en début de quinzaine niponne.
"Il faut toujours qu'il m'arrive quelque chose" : Aït Saïd, encore blessé, encore touché"Il faut toujours qu'il m'arrive quelque chose" : Aït Saïd, encore blessé, encore touché
Après avoir débuté le concours général, l'Américaine de 24 ans avait expliqué devoir "faire face à ses démons" et souffrir de perte de repères dans l'espace, un mal bien connu des gymnastes, appelé "perte de figure" ou "twisties" en anglais. A la suite de ce retrait qui avait surpris tout le monde, Simone Biles avait déclaré forfait pour quatre autres finales : la finale du concours général individuel, celle du saut et celles des barres asymétriques et du sol. Présente sur chaque épreuve en tribune pour encourager ses coéquipières, celle qui était présentée depuis des mois comme LA star de ces Jeux de Tokyo, laissait planer le doute sur la suite de sa compétition. Ce mardi (10h50) elle sera présente au centre de gymnastique d'Ariake, mais cette fois en compétition, pour tenter de décrocher l'or olympique. Elle sera d'ailleurs, à coup sur, l'attraction de la journée, tant son forfait la semaine dernière avait créé l'évènement à Tokyo. La gymnaste de 24 ans, quatre fois médaillée d'or à Rio (concours général individuel et par équipes, sol et saut de cheval) et 19 fois championne du monde participe au Japon à ses deuxièmes JO.



La finale de la poutre, dernière épreuve au programme de la gymnastique artistique féminine, sera l'occasion de revoir la championne américaine sur les agrès tokyoïtes. Après cette semaine si particulière, une médaille décrochée par Simone Biles aurait probablement encore plus de saveur pour l'Américaine. **R. S.**

La Biélorusse Krystsina Tsimanouskaya, punie par les autorités de son pays veut rejoindre la Pologne

UNE AFFAIRE d'Etat à Tokyo. La sprinteuse biélorusse Krystsina Tsimanouskaya se préparait à participer aux séries du 200 m, lundi 2 août, aux Jeux olympiques, trois jours après avoir été éliminée lors de celles du 100 m. Elle a vu son rêve brisé par les autorités de son pays, qui l'ont forcée à quitter la sélection olympique dimanche après des critiques émises envers sa Fédération et ses entraîneurs. C'est l'athlète elle-même qui l'a expliqué par message à l'agence de presse Reuters, qui a dévoilé l'information dimanche en début d'après-midi.
Krystsina Tsimanouskaya avait également publié dimanche une vidéo dans laquelle elle demandait de l'aide après avoir été accompagnée à l'aéroport par des responsables du comité olympique national biélorusse pour rentrer dans son pays. "J'ai été forcée de quitter le Japon contre mon gré", y déclare-t-elle.
Selon le comité olympique biélorusse dirigé par Viktor Loukachenko, fils du président Alexandre Loukachenko, la sportive a dû suspendre sa participation aux JO sur "décision des médecins, en raison de son état émotionnel et psychologique". Une déclaration qualifiée aussitôt de "mensonge" par l'athlète devant la presse à l'aéroport.
Une punition "due au fait que j'ai parlé sur mon compte Instagram [vendredi 30 juillet] de la négligence de nos entraîneurs", a expliqué Tsimanouskaya à Reuters. La Biélorusse avait déjà ouvertement critiqué la Fédération biélorusse d'athlétisme en affirmant avoir été contrainte de participer au relais 4x400 m car deux autres athlètes n'avaient pas réalisé un nombre suffisant de contrôles antidopage, selon elle. "L'entraîneur m'a ajoutée au relais sans m'en parler. J'en ai parlé publiquement. L'entraîneur principal est venu me voir et m'a dit qu'il y avait un ordre d'en haut de me retirer (de l'équipe)", a-t-elle raconté à l'agence de presse.
Le Comité international olympique (CIO) a assuré lundi que Krystsina Tsimanouskaya, qui a sollicité l'aide de l'instance internationale, est "en sécurité" à Tokyo. "Le CIO et Tokyo 2020 ont parlé hier (dimanche) soir directement avec l'athlète biélorusse Krystsina Tsimanouskaya", a déclaré le directeur de la communication du CIO, Mark Adams. "Elle nous a assuré qu'elle se sentait en sécurité. Elle a passé la nuit dans un hôtel de l'aéroport" de Tokyo-Haneda, sous la protection de policiers locaux, et le CIO devait de nouveau s'entretenir avec elle lundi afin de connaître ses intentions et la "soutenir", a ajouté Mark Adams.
Face à cette situation hors norme, plusieurs pays européens ont d'ores et déjà proposé l'asile à la sprinteuse. "Les autorités japonaises viennent de nous confirmer que l'athlète Krystsina Tsimanouskaya avait reçu notre offre d'asile", a écrit sur Twitter le ministre des Affaires étrangères tchèque, Jakub Kulhanek. "Si elle décide de l'accepter, nous ferons au mieux pour l'aider. Les Jeux olympiques n'ont rien à voir avec la politique, les méthodes du régime Loukachenko sont absolument honteuses", a-t-il ajouté. Le Premier ministre slovène, Janez Jansa, a aussi proposé d'accueillir l'athlète. Mais c'est bien en Pologne, où un visa humanitaire lui a été proposé, que Krystsina Tsimanouskaya souhaite se rendre, selon les propos de son mari à l'AFP lundi midi, qui confirment les informations que franceinfo: sport avaient obtenues un peu plus tôt auprès d'Anatol Kotau, directeur du département international de la Fondation biélorusse pour la solidarité dans le sport (BSSF). "Pour le moment, le plan est que probablement elle ira en Pologne", a expliqué Arseni Zdanevitch, contacté par téléphone par l'AFP. L'époux de l'athlète biélorusse a par ailleurs annoncé avoir rejoint l'Ukraine : "Je pense que (en Biélorussie), on ne serait pas en sécurité." De son côté, le gouvernement japonais "va continuer à coopérer étroitement avec les organisations concernées et prendre les mesures appropriées", en traitant ce cas "conformément à la loi", a déclaré lundi le porte-parole du gouvernement nippon, Katsunobu Kato, sans davantage de détails. Des responsables du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) suivent également ce dossier de près.
Ces derniers mois, le régime biélorusse a montré de quoi il était capable pour faire taire ses opposants. En octobre dernier, la basketteuse Yelena Leuchanka avait été emprisonnée quinze jours pour avoir participé à des manifestations contre le pouvoir en place. En mai, un avion avait par ailleurs été intercepté par la Biélorussie pour arrêter l'opposant Roman Protassevitch.

200M
ELAINE THOMPSON FRAPPE ENCORE FORT

ELAINE THOMPSON-HERAH (21"66), sacrée pour la deuxième fois samedi sur le 100 m, a frappé fort lors des demi-finales du 200 m des Jeux Olympiques. Sa dauphine Shelly-Ann Fraser-Pryce s'est aisément qualifiée (22"13), tout comme l'Ivoirienne Marie-Josée Ta Lou (22"11) et la Bahaméenne Shaunae Miller-Uibo (22"14). La Française Gemina Joseph est éliminée.
Elaine Thompson a marqué les esprits. Encore une fois. Deux jours après avoir conservé sa couronne sur 100m avec un chrono bluffant (10"61), la Jamaïcaine a remis ça sur 200m en signant un temps de 21"66, le tout en laissant une impression de facilité déconcertante. Elle sera très attendue en finale mardi alors que toutes les favorites ont répondu au rendez-vous en demies à l'image de sa compatriote et dauphine sur 100m Shelly-Ann Fraser-Pryce (22"13), tout comme l'Ivoirienne Marie-Josée Ta Lou (22"11) et la Bahaméenne Shaunae Miller-Uibo (22"14).
Lors de sa demi-finale où la Française Gemina Jospeh a pris le 8e temps, Thompson a égalé son meilleur temps en carrière, la septième meilleure performance de tous les temps. Mais le plus impressionnant ? Elle l'a fait en se relâchant clairement dans les derniers mètres de ce demi-tour de piste. Déjà tenante du titre sur cette distance, elle sera forcément la grande favorite pour le doublé. Elle pourrait même tutoyer le record du monde de la distance, le 21"34 de Florence Griffith-Joyner en 1988.
Les deux athlètes hyperandrogènes venues de Namibie, Beatrice Masilingi (22"40) et Christine Mboma (21"97, 2e temps des demies et record du monde junior), seront elles aussi au rendez-vous de la finale. Christine Mboma, âgée de 18 ans seulement, a explosé cette saison pour devenir la 7e meilleure performeuse de tous les temps sur 400 m fin juin. Mais son comité olympique avait annoncé quelques jours plus tard qu'elle ne pourrait pas s'aligner sur la distance aux JO, étant concernée par le règlement sur l'hyperandrogénie.
Depuis 2019, les athlètes hyperandrogènes doivent suivre un traitement pour faire baisser leur taux de testostérone pendant six mois consécutifs avant de pouvoir participer à une compétition internationale du 400 m au mile (1 609 m).
La Nigérienne Aminatou Seyni, 5e de sa série en 22"54, a en revanche été éliminée. **R. S.**

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:56	12:35	16:23	19:34	21:08	04:03	12:40	16:27	19:42	21:10	04:15	12:54	16:43	19:56	21:26	04:24	12:45	16:25	19:36	21:00	04:25	13:01	16:48	20:00	21:31	04:31	13:06	16:53	20:05	21:35	04:34	13:09	16:55	20:07	21:37

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7057 — MARDI 3 AOÛT 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	30°	22°
Oran	28°	21°
Constantine	41°	18°
Ouargla	45°	31°

IL LORGNE SUR LA PRÉSIDENTIELLE LIBYENNE

SEÏF EL-ISLAM KADHAFI, UN RETOUR ATTENDU

«Mes geôliers sont désormais mes amis», cette phrase de Seïf El-Islam Kadhafi, prononcé il y a quelques semaines et publiée par le très sérieux New York Times, *le 30 juillet dernier, en dit long sur l'état d'esprit du fils et héritier présomptif du Guide de la Révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, assassiné en octobre 2011.*



Celui qui a été capturé par les milices Zintan affirme être un «homme libre» et affiche ses ambitions. A quelques mois de la présidentielle du 24 décembre prochain, Seïf El-Islam Kadhafi est confiant. «Désenchantés par la révolution», les rebelles qui l'ont capturé ont «finalement réalisé qu'il pouvait être un puissant allié», a-t-il affirmé à Robert F. Worth, le premier journaliste à l'avoir interviewé depuis la chute de la Jamahiriya et son incarcération.

Son programme politique ? Le retour à la grandeur de la Libye avec la mise sur pied d'une formation politique, le «Mouvement Vert». L'allusion à l'héritage du Guide est claire, et Seïf entend jouer sur le mythe de la Jamahiriya et sur ce qu'elle renvoie dans l'imaginaire des Libyens. Pour lui, l'équation est simple : «Ils ont violé et humilié notre pays. Nous n'avons pas d'argent, pas de sécurité, pas de vie. Si vous allez à la station-service, vous ne trouverez pas de carburant. Nous exportons du pétrole et du gaz vers l'Italie - nous éclairons la moitié de l'Italie et nous souffrons de pannes d'électricité. Ce qui se passe est au-delà de l'échec. C'est une farce», a-t-il déclaré au New York Time.

Et le discours de Seïf El-Islam Kadhafi passe bien chez les Libyens. La preuve ? Une majorité écrasante est désabusée par la gouvernance des Frères musulmans et des milices affiliées. Ceux qui ont mis en avant la religion semblent être les plus corrompus dans la gestion des affaires du pays ! Pis, les «Frères» ont détourné le fonds issu de la vente du pétrole et ont opéré une main basse sur l'argent de la banque centrale libyenne.

Les sondages d'opinion sont éloquents. Robert F. Worth du *New York Time* l'affirme dans son reportage en Libye : «Lors d'un iftar un jour de Ramadan, j'ai demandé à quatre Libyens d'une vingtaine d'années qui ils choisiraient pour la présidence de la Libye, et trois d'entre eux ont mentionné le nom de Seïf al-Islam. Une avocate libyenne m'a également dit que son travail informel d'évaluation de l'opinion indique que huit ou neuf Libyens sur dix voteront pour Seïf al-Islam».

Alors Seïf El-Islam consensuel ? Du côté de Tripoli, la nouvelle architecture de la gouvernance de sortie de crise peut aboutir à une voie royale pour le retour triomphal de Kadhafi fils lors des élections présidentielles de décembre prochain. D'ailleurs, les puissances agissantes sur la scène libyenne voient d'un bon œil une candidature de Seïf. Que ce soit la Russie et l'Egypte, qui, à un moment donné, avaient misé sur le maréchal autoproclamé Khalifa Haftar, ont compris que ce dernier se comportait plus en chef de guerre qu'en leader. Exit donc la carte Haftar !

UN HOMME DE CONSENSUS ?

Pour les observateurs, Seïf El-Islam Kadhafi est l'une des rares sinon la seule personnalité libyenne qui peut reconstruire le tissu social du pays, caractérisé par une extrême fragmentation tribale et une polarisation politico-idéologique sous-tendue par des intérêts étrangers antagoniques. Ainsi, l'Algérie qui, en 2011, a été parmi les derniers pays à reconnaitre la chute de la Jamahiriya, et qui a aidé la famille Kadhafi qui y a trouvé refuge, notamment Aïcha Kadhafi, sa mère et un de ses frères, verrait positivement l'installation de Seïf à la tête de son pays.

Outre son caractère fédérateur, c'est le modernisme et la rationalité du personnage qui sont des atouts non négligeable du point de vue d'Alger. De plus, mieux vaut avoir une Libye tenue par un Kadhafi, avec qui des canaux peuvent être ouverts et entretenus, qu'un pays devenu un véritable trou noir qui attire tous les mouvements terroristes de la région, et où des puissances étrangères s'entretuent par milices libyennes interposées.

Rome aussi serait favorable au retour d'un Kadhafi à Tripoli. L'ancienne puissance coloniale de la Libye avait fait solde de tout compte avec le Guide en présentant des excuses et en finançant des méga projets en guise de compensation de la colonisation italienne de la Libye (1911-1947).

Même Macron serait d'accord pour que Seïf présente sa candidature. Dans la logique du président français, la résurgence d'un Kadhafi à Tripoli équivaut à l'ouverture de la boite de Pandore nommé financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Et l'héritier du Guide aurait en sa possession des documents compromettant l'ancien président français. Du pain béni pour un Macron en période pré-électorale en vue des présidentielles de 2022. Et si la Turquie et le Qatar, par calcul idéologique, elles sont très proches des Frères musulmans, mieux elles financent les partis et les mouvements politiques qui se réclament de cette mouvance, ne verraient pas d'un bon œil l'arrivée au pouvoir d'un Kadhafi avec tout le ressentiment qu'il peut avoir contre Erdogan et l'émir du Qatar, principaux sponsors politico-militaro-médiatiques de la nébuleuse islamiste qui a exécuté Mouammar Kadhafi.

De plus, ces deux pays verraient leurs intérêts menacés par le nouveau chef de l'Etat libyen en représailles à l'hostilité d'Ankara et de Doha envers la Jamahiriya, son Guide et son peuple.

Quid de la position américaine ? Prenant acte du retrait de l'ancienne administration Trump du théâtre libyen, le président Biden entend revenir via une approche soft qui ne mettrait pas en avant une stratégie frontale. C'est donc une approche défendue par le chef adjoint de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour les affaires politiques, la diplomate américaine Stephanie Williams, qui préconise une personnalité indépendante, non partisane et libérée des interférences étrangères, sauf américaine bien sûr !

Car qui dit personnalité indépendante dit personnalité sans encrage et sans réseaux partisans, soit une personnalité malléable et très peu réfractaire à désobéir aux désidératas américains.

L'atout maitre de Washington serait la promesse d'aides financières conséquentes aux autorités de transition qui sortiront des urnes le 24 décembre prochain. Et ce schéma américain ne cadre pas avec la personnalité de Seïf El-Islam.

Pour ce dernier, sa profession de foi est son appartenance à son pays et à son peuple. «Nous sommes comme des poissons, et le peuple libyen est comme une mer pour nous», a-t-il martelé. «Sans lui, nous mourons. C'est là que nous recevons du soutien. Nous nous cachons ici. Nous nous battons ici. Le peuple libyen est notre océan». En quelques mots, son programme est dit !

Mahmoud Benmostefa

Condoléances

Le directeur général Ali Mecheri, le directeur de la publication, Kamel Mansari, ainsi que l'ensemble du personnel du quotidien national *le Jeune Indépendant*, peinés par le décès du **père de leur collègue Mohamed Kouini**, présentent à toute sa famille, leurs sincères condoléances et les assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur soutien et de leur profonde sympathie.

«Ô âme apaisée, retourne auprès de ton Seigneur, satisfaite et agréée !» Sourate.89 Al-Fajr (L'Aube)